

# SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

## Des journalistes outillés sur les droits de l'homme

Prissilia M MOUITY  
Libreville/Gabon

UNE trentaine de journalistes des médias publics et privés du Gabon prennent part depuis hier, mardi 16 mars 2021, et ce jusqu'à ce mercredi, à la Maison Georges Rawiri, à un atelier de formation sur les droits de l'homme et la déontologie journalistique. Initié par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et financé par l'Union européenne (UE), l'atelier de formation auquel prennent part les hommes et femmes des médias devrait leur permettre de mieux aborder les notions de base concernant les droits de l'homme pour ensuite les promouvoir dans notre pays. Formateurs et participants axeront donc leurs échanges autour des thématiques bien précises, à savoir : "le système onusien et africain des droits de l'homme : instruments et mécanismes", notamment les générations ou catégories des droits, les principes de

droits, dérogations aux principes et bien d'autres concepts liés aux droits de l'homme. Il faut dire que dans leur rôle de "médiateurs" entre la population et l'État, les journalistes se doivent de s'approprier les mécanismes des droits de l'homme établis par les décideurs, afin de les vulgariser. Mieux, les faire respecter par l'autorité publique. Parce qu'aucune population ne peut s'épanouir si ses droits à la liberté et sa dignité sont atteints. Les séminaristes se sont appuyés sur les droits fondamentaux des populations. Des droits qui, selon eux, ne devraient pas être enfreints. "Le droit à la vie, à la santé, à l'alimentation, l'égalité et la non-discrimination... Le droit judiciaire n'est pas susceptible d'être dérogé pour aucun motif que ce soit. Toutefois, il existe des causes qui peuvent exceptionnellement déroger à certains principes, telle que la liberté de circuler. Pour contextualiser, on assiste avec la crise sanitaire actuelle, à une dérogation de certaines libertés de l'homme. Cette viola-



Photo: Prissilia Moussavou Mouity

Des journalistes des médias publics et privés lors du lancement de la formation hier à Libreville.

tion des droits de l'homme peut se justifier d'autant qu'elle vise la protection de la population. Par ailleurs, l'État a l'obligation de respecter et protéger les droits humains", a indiqué Laurent

Akobi, formateur. Dans une société où l'on assiste à certaines dérives, réduisant au passage certains droits humains, on espère que les enseignements que reçoivent les journalistes

devraient un tant soit peu leur rappeler leurs responsabilités et les amener surtout à défendre les droits de l'homme dans l'exercice de leur métier partout où besoin s'imposera.

## Capacité opérationnelle : des gendarmes formés au "combat en milieu clos et ouvert"

Frédéric Serge LONG  
Libreville/Gabon

VINGT-QUATRE agents d'une unité du Groupe-ment de sécurité et d'intervention de la Gendarmerie nationale du Gabon (GSI) ont suivi, tout récemment à Libreville, la formation "combat en milieu clos et ouvert" délivrée par les instructeurs des éléments français au Gabon (EFG). Pendant trois semaines, ils se sont entraînés au tir, aux techniques de franchissement vertical, aux pistes collectives, au combat corps-à-corps en milieux ouverts et urbains, ainsi qu'aux techniques d'interpellation. Avec un exercice de synthèse à la boucle. Lors de ces exercices, le GSI a procédé à une arrestation en milieu forestier, une interpellation d'un véhicule terroriste avec l'appui d'un hélicoptère Fennec et à une intervention dans un immeuble avec une descente en rappel d'environ 45 mètres dans une cage d'escalier. Présidant la cérémonie de remise



Photo: DR

Un gendarme sur le terrain des opérations.

d'attestations, en présence des représentants des EFG, de l'ambassade de France et des hautes autorités militaires gabonaises, le général Yves Barassouaga, commandant en chef de la Gendarmerie nationale gabonaise, a souligné la rigueur et l'excellence des gendarmes gabonais. Le seul fait que pareil stage puisse se dérouler témoigne de la bonne synergie entre les EFG et leurs frères d'armes gabonais. Pôle opérationnel de coopération, les EFG complètent la for-

mation des militaires des pays partenaires de la communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) durant leur mise en condition avant engagement dans des opérations intérieures ou extérieures. Près de 10 000 stagiaires sont répartis chaque année au sein de plus de 200 stages hautement spécialisés. Les EFG sont également un point d'appui opérationnel et logistique (Base de soutien Interarmées de théâtre - BSIAT) en Afrique centrale.

## Le clin d'œil de Lybek

